

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Salaires, dégradation de l'école... Près de deux enseignants sur trois ont déjà pensé à démissionner

Par Valentin Loisel

6-7 minutes

Selon une enquête du premier syndicat des collèges et lycées, le SNES-FSU, publiée jeudi 3 juillet 2025, près de deux enseignants sur trois ont déjà pensé à démissionner ces deux dernières années.

Par Valentin Loisel

Publié: 3 Juillet 2025 à 14h59 Temps de lecture: 2 min

64 % des enseignants ont déjà pensé à démissionner ces deux dernières années, selon une étude réalisée par le premier syndicat des collèges et lycées, le [SNES-FSU](#). Les motivations invoquées sont multiples, la rémunération jugée « insuffisante », les perspectives de carrière, la dégradation de l'école publique ou encore l'écart entre les décisions ministérielles et le terrain.

Une enquête « révélatrice de la crise dans l'Éducation Nationale »

L'étude a été réalisée du 17 au 30 juin 2025 et a recueilli plus de 10 000 réponses. Le syndicat a interrogé les professionnels du [second degré](#) (collèges et lycée).

[Enseignants](#), conseillers principaux d'éducation (CPE), accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), assistants d'éducation (AED) et psychologue de l'Éducation Nationale se sont vus poser la question : « *Avez-vous pensé à démissionner ces deux dernières années ?* »

Le SNES-FSU les a ensuite interrogés sur les raisons qui les pousseraient à quitter [l'Éducation nationale](#), en leur demandant de les classer. 50 % des enseignants souhaitant démissionner invoquent la question du salaire insuffisant, 46 % la dégradation de l'école publique ou encore 23 % le manque de reconnaissance sociale.

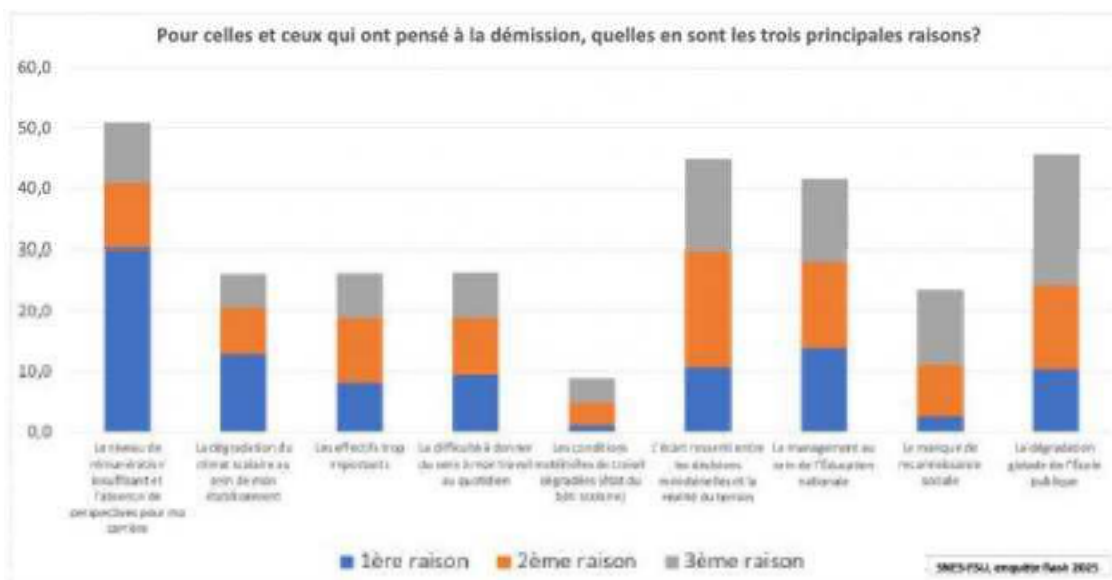


Diagramme sur les raisons qui poussent les professionnels de l'Éducation Nationale à vouloir démissionner, réalisé par le SNES-FU. - Capture d'écran SNES-FU

92 % des personnels interrogés se disent également inquiets de leurs conditions de travail, 91 % assurent être fatigués, 86 % sont désabusés et 84 % en colère.

Une mobilisation à la rentrée 2025 ?

Alors que des arbitrages pour le budget de l'État 2026 sont en cours et que la Cour des comptes a préconisé, mercredi 2 juillet dans un rapport, des efforts budgétaires « *très exigeants* » en France afin de maîtriser la dépense publique, le SNES-FU appelle la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne à « *entendre mesure de l'état de la profession : l'École est au bord de l'effondrement* ».

Le [syndicat](#) conclut en annonçant qu'« *en cas d'arbitrages budgétaires défavorables pour le budget 2026, le SNES-FSU organisera une rentrée offensive et inédite placée sous le signe de la mobilisation dans la durée* ». La rentrée scolaire aura lieu le 1er septembre 2025.